

N° 4677²**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 1999-2000

PROJET DE LOI

modifiant et complétant

- a) la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat,
- b) la loi modifiée du 22 juin 1963 portant fixation de la valeur numérique des traitements des fonctionnaires de l'Etat ainsi que des modalités de mise en vigueur de la loi du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat,
- c) la loi du 24 décembre 1999 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2000,
- d) la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'Etat,
- e) la loi modifiée du 28 mars 1986 portant harmonisation des conditions et modalités d'avancement dans les différentes carrières des administrations et services de l'Etat,
- f) la loi modifiée du 26 mai 1954 réglant les pensions des fonctionnaires de l'Etat,
- g) la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'Etat et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des Chemins de Fer luxembourgeois

* * *

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

(7.7.2000)

Par dépêche du 21 juin 2000, le Premier Ministre, Ministre d'Etat, a soumis à l'avis du Conseil d'Etat le projet de loi sous rubrique, élaboré par le ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative. Le texte du projet de loi était accompagné d'un exposé des motifs et d'un commentaire des articles. L'avis de la Chambre des fonctionnaires et employés publics a été transmis au Conseil d'Etat par dépêche du 28 juin 2000.

*

CONSIDERATIONS GENERALES

Les mesures envisagées par le présent projet de loi et comportant la modification des différentes dispositions légales régissant la situation statutaire des agents publics ont notamment pour objet

- l'augmentation de la valeur des points indiciaires à la base des traitements des agents publics de 2,5 pour cent avec effet rétroactif au 1er janvier 2000 et de 1 pour cent au 1er janvier 2001;
- la transformation de toutes les augmentations biennales en annales;
- la refixation de l'allocation de repas;

- le remboursement des frais d’avocat dans les litiges opposant un fonctionnaire à l’Etat employeur;
- la réduction généralisée de la durée de stage à deux ans;
- l’introduction du service à temps partiel;
- l’introduction de la faculté d’une réduction du temps de travail à partir de 55 ans;
- l’introduction de la faculté d’un maintien en service à temps complet ou à temps partiel pour un agent retraité jusqu’à l’âge de 68 ans.

D’après l’article 103 de la Constitution, aucune pension, aucun traitement d’attente, aucune gratification à la charge du trésor ne peuvent être accordés qu’en vertu de la loi. Des dispositions spécifiques de la Constitution réservent à la loi les traitements des membres de l’ordre judiciaire et les traitements et pensions des ministres des cultes. D’autres dispositions de la Constitution réservent à la loi formelle différents aspects de la situation du fonctionnaire et des magistrats de l’ordre judiciaire. Ceci, afin de rappeler que l’on se trouve dans une matière réservée à la loi formelle et soumise, quelle que soit par ailleurs la genèse du projet, à une procédure législative déterminée dont l’aboutissement se dégage des règles constitutionnelles applicables et qui, dès lors, ne doit pas nécessairement coïncider avec la date envisagée par le projet.

Au-delà d’une augmentation salariale prévue, le projet soumis à l’avis du Conseil d’Etat comporte un certain nombre de modifications du statut du fonctionnaire qui auraient mérité une réflexion dans un cadre plus approprié.

Augmentations salariales, transformation des biennales en annales, fixation de l’allocation de repas et subvention d’intérêt sur les prêts-logement

Le Conseil d’Etat prend acte que le projet de loi sous revue prévoit des augmentations de l’indice de base des traitements des agents publics respectivement de 2,5 pour cent, avec effet rétroactif au 1er janvier 2000, et de 1 pour cent, avec effet au 1er janvier 2001.

En ce qui concerne le passage d’un système d’augmentations biennales vers un système d’augmentations annales prévu par le projet sous revue, le Conseil d’Etat est d’avis que cette mesure aurait dû comporter une adaptation des tableaux indiciaires figurant à l’annexe C de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l’Etat. Les auteurs du projet ont préféré introduire encore une nouvelle notion, celle de majoration d’indice, ce qui ajoute au manque de transparence qui au fil des adaptations successives marque de plus en plus la législation sur les traitements des fonctionnaires de l’Etat.

Le Conseil d’Etat peut se rallier au principe même de l’adaptation des mesures sociales accessoires.

Prise en charge des frais d’avocat

Le projet prévoit que les fonctionnaires peuvent, le cas échéant, être indemnisés, d’après des conditions et modalités à fixer par règlement d’exécution, pour les frais d’avocat exposés dans les litiges les opposant à l’Etat-employeur. On se trouve en l’occurrence dans un contexte tout à fait différent de celui où le fonctionnaire est assigné en justice par un tiers en raison de l’exercice de sa fonction, situation où il peut éventuellement paraître justifié que l’Etat prenne en charge les frais d’avocat. Dans l’hypothèse qui nous préoccupe, c’est l’agent public qui au sujet d’un litige concernant les relations de travail assigne son employeur en justice; cas de figure où il paraît du moins étrange que l’employeur soit amené à prendre en charge les frais d’avocat de la partie adverse et par ailleurs exorbitant à la situation des autres travailleurs salariés qu’un litige de même nature oppose à leur employeur. D’après le Conseil d’Etat, la mesure privilégie les fonctionnaires en ce qui concerne l’accès à la justice par rapport aux autres citoyens et est partant contraire à l’article 10*bis* de la Constitution. Par conséquent, le Conseil d’Etat s’oppose formellement à cette mesure.

La réduction généralisée du stage à deux ans

Le Conseil d’Etat peut marquer son accord avec la réduction du stage normal de trois ans à deux ans. Même si l’on doit tenir compte du fait que des réductions supplémentaires du stage sont toujours possibles en raison de l’expérience ou de la formation professionnelles, cette mesure élimine les différences qui existent entre les différentes carrières de l’Etat. Encore faut-il savoir que dans le temps la durée du stage avait déjà été ramenée à deux ans, pour être portée, par la suite, de nouveau pour certaines

carrières de fonctionnaires à trois ans en raison des besoins de formation supplémentaires allégués. Il serait partant bon que l'on se décide une fois pour toutes, d'autant plus que la transition d'un régime vers un autre ne manque de comporter des problèmes en ce qui concerne le classement des agents admis au stage sous des régimes différents. Le Conseil d'Etat reviendra sur cette question lors de son examen des articles.

L'introduction du service à temps partiel

D'après l'exposé des motifs, l'introduction du service à temps partiel „comporte un bouleversement de la conception classique du fonctionariat et entraîne inévitablement une redéfinition de la notion du fonctionnaire. En effet, et selon la conception traditionnelle, le fonctionnaire devait obligatoirement assumer une tâche complète dans les cadres du personnel des administrations de l'Etat, tout en ayant la possibilité de bénéficier d'un congé sans traitement ou d'un congé pour travail à mi-temps. Celui ou celle qui souhaitait bénéficier d'un rythme de travail plus souple devait obligatoirement renoncer à son statut de fonctionnaire en optant pour le régime moins favorable de l'employé de l'Etat“. Le Conseil d'Etat ne partage pas l'appréciation de cette mesure par les auteurs, alors que la disposition actuelle sur le „travail à mi-temps“, que la mesure sous revue vise à remplacer, comporte d'ores et déjà des entorses à l'orthodoxie.

D'après la formule proposée, le fonctionnaire peut assumer, si l'intérêt du service le permet, un service à temps partiel correspondant à 25, 50 ou 75 pour cent d'une tâche complète. Cette formule se juxtapose à celle du congé de travail à mi-temps.

Cette approche appelle deux observations de la part du Conseil d'Etat.

Une première est de technique législative. En multipliant les solutions, on ne fait qu'accroître les confusions qui existent en la matière. Ainsi, de jeunes parents peuvent choisir soit la solution du congé pour travail à mi-temps, soit la solution du service à temps partiel, soit, du moins pour une certaine période, la solution du congé parental. Si les auteurs du texte ont pour objectif d'offrir des solutions plus souples, on se demande pourquoi ils n'assouplissent pas simplement les textes actuels relatifs au congé à mi-temps. Cette solution aurait du moins le mérite que l'on puisse puiser dans un fonds d'expériences acquises depuis plus d'une douzaine d'années. A l'examen des dispositions relatives au congé pour travail à mi-temps, on constate qu'elles traitent de multiples détails concernant la situation du fonctionnaire et de son administration d'attache. Or, en ce qui concerne la nouvelle formule du service à temps partiel, les auteurs se remettent à un règlement d'exécution pour fixer les conditions, les modalités et les différentes catégories de bénéficiaires. Le Conseil d'Etat se demande pourquoi le législateur se départirait en l'espèce de la pratique ayant prévalu jusqu'à présent en réglant par deux instruments juridiques différents une matière sensiblement identique.

Une deuxième considération est d'ordre pratique. Les auteurs vantent les solutions du „job sharing“ pratiqué dans le secteur privé. Or, dans le secteur privé, l'employeur est libre de gérer son personnel et de déterminer les modalités du travail à temps partiel. Tel n'est guère le cas dans les administrations publiques où le moindre mouvement de personnel doit être autorisé par la Commission d'économies et de rationalisation, pour ne citer que celle-ci en laissant de côté les diverses autres instances de contrôle. Peut-on raisonnablement s'attendre à ce qu'un responsable d'administration avisé par les difficultés qu'il connaît d'ores et déjà pour remplacer à un niveau quelque peu équivalent les congés pour travail à mi-temps, soit prêt à s'attirer des tracasseries supplémentaires en engageant du personnel à 25 ou à 75 pour cent? Peut-on continuer à se complaire à trouver des solutions novatrices, prôner la flexibilité, invoquer l'esprit de la „réforme administrative“, exiger un service public de qualité, et suivre en matière de gestion de personnel des règles datant de l'immédiat après-guerre?

Pour les raisons invoquées, le Conseil d'Etat est d'avis qu'il y a lieu de remettre les dispositions se rapportant à l'objet sous examen sur le métier et de les retirer du présent projet.

L'introduction du travail à temps partiel à partir de 55 ans

Même si elle figure parmi les objectifs à réaliser par le projet, l'introduction d'un travail à temps partiel à partir de 55 ans („Altersteilzeit“) ne fait pas l'objet d'une mesure spécifique, les auteurs du projet estimant que ce cas de figure est suffisamment couvert par les dispositions relatives au service à temps partiel.

Le Conseil d'Etat n'est pas sûr de bien saisir la portée de la définition de l'„Altersteilzeit“, dans la mesure où elle se réfère au conjoint-fonctionnaire. En effet, les auteurs du projet parlent d'„une réduction du temps de travail à partir de 55 ans jusqu'à la fin de la vie professionnelle, le cas échéant ensemble avec le conjoint-fonctionnaire“.

Toujours est-il que la mesure envisagée est illusoire et ne correspond pas au concept d'un passage progressif de la vie active à la retraite, alors que la perte de revenu due à l'abandon d'une partie de l'activité n'est pas compensée par un revenu de remplacement équivalent. Donc seuls les fonctionnaires qui ont une certaine aisance financière (ou un conjoint-fonctionnaire) peuvent se permettre le luxe de renoncer à 25, 50 voire à 75 pour cent de leur revenu professionnel afin de jouir de ce nouvel acquis social.

Le maintien en activité de service jusqu'à l'âge de 68 ans

La mesure prévoit la possibilité d'un maintien en activité de service au-delà de l'âge prévu pour la mise à la retraite. D'après le Conseil d'Etat, une telle mesure peut se justifier, alors que compte tenu de l'augmentation de la longévité de la population on peut se demander si, dans l'intérêt d'un maintien de l'équilibre financier des régimes de pension, une prolongation de la vie active ne s'indique pas. Le Conseil d'Etat ignore si la mesure envisagée est motivée par de telles considérations actuarielles. Toujours est-il qu'une augmentation du seul niveau de pension ne semble guère inciter les personnes à rester en activité au-delà de l'âge de la retraite actuel. La possibilité d'une prolongation de la vie active avec majoration de la pension est prévue depuis une dizaine d'années dans le régime général de pension. Or, le succès de cette mesure est nul. Il serait probablement nécessaire de combiner la possibilité d'un recul de l'âge de la retraite avec des possibilités d'un passage progressif à la retraite. Le projet de loi fait un effort dans cette direction. Toutefois, il n'épuise pas tous les éléments d'une telle solution, alors qu'il ne prévoit pas la possibilité de combiner une pension partielle avec un traitement partiel retiré d'une activité réduite. Dès lors le Conseil d'Etat ne voit guère l'utilité de cette mesure qui, par ailleurs, est hypothéquée par des problèmes d'ordre juridique majeur.

Rappelons que le texte sous examen prévoit qu'un fonctionnaire pourra être maintenu en service pour une durée complémentaire de 3 années au maximum à compter de la date de sa limite d'âge, à condition que l'intérêt du service, à apprécier à chaque fois par le Gouvernement en conseil, ne s'y oppose pas.

Le Conseil d'Etat signale qu'aux termes de l'article 2, point V, de la loi modifiée du 26 mai 1954 réglant les pensions des fonctionnaires de l'Etat „Il n'est pas dérogé par les dispositions de la présente loi aux articles 174-180 de la loi du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire“.

Ces textes, qui ont d'ailleurs également été repris dans les articles 50 à 54 de la loi du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif, organisent de manière particulière la mise à la retraite des magistrats y visés, ce qui se justifie au regard du principe constitutionnel de l'inamovibilité des juges. Un système de prorogation tel que celui prévu par le texte sous examen ne se conçoit bien entendu pas pour la même raison et le Conseil d'Etat ne dispensera pas du second vote constitutionnel un texte ne respectant pas ce principe constitutionnel.

Eu égard au fait qu'on ne saurait concevoir que la possibilité de s'épanouir par le travail jusqu'à l'âge de 68 ans soit refusée aux magistrats, il n'y a guère d'autre solution que de modifier l'article 174 de la loi sur l'organisation judiciaire et l'article 50 de la loi portant organisation des juridictions de l'ordre administratif. Il s'entend évidemment que les magistrats pourront demander à être mis à la retraite antérieurement.

Dans ce contexte, il ne convient toutefois pas de perdre de vue que les textes proposés par le Conseil d'Etat à l'endroit de l'examen des articles risquent de donner lieu à des interrogations développées à partir de l'article 10bis de la Constitution dans le sens que seront dorénavant connues au moins deux limites d'âge dans le secteur public: une limite d'âge de 65 ans qui peut être prorogée de l'accord du Gouvernement en conseil et une limite d'âge de 68 ans fixée de manière absolue. S'il est vrai qu'il s'agit de catégories différentes de fonctionnaires, la question de l'égalité devant la loi reste cependant ouverte.

Pour l'ensemble des considérations émises quant à la prorogation de la limite d'âge, le Conseil d'Etat donne à considérer s'il n'est pas préférable de réexaminer cette mesure à l'occasion d'un nouveau projet de loi. Les propositions de textes faites ci-après ne sont donc à considérer que comme subsidiaires par rapport à la position en ordre principal du Conseil d'Etat qui tend à abandonner la disposition en question.

Comme les textes relatifs aux pensions, faisant l'objet des articles VI et VII, s'appuient sur des dispositions inscrites dans le projet de loi de coordination des régimes de pension, le Conseil d'Etat, sans préjudice des autres observations y relatives, ne peut marquer son accord avec les articles VI et VII que sous la réserve formelle que le projet de loi de coordination (*Doc. parl. 4605*) soit adopté avant l'adoption du projet de loi sous revue.

*

Tenant compte de l'arrêt de la Cour constitutionnelle du 6 mars 1998 dans l'affaire Faber c/Commissariat du Gouvernement aux examens de maîtrise, les auteurs du projet envisagent de remplacer un certain nombre de règlements ministériels ou de règlements du Gouvernement en Conseil par des règlements grand-ducaux. Cette démarche, qui rencontre en principe l'accord du Conseil d'Etat, met cependant en exergue un certain nombre de problèmes au regard de l'article 99 de la Constitution qui soumet toute charge grevant le budget de l'Etat pour plus d'un exercice à une loi spéciale.

Si la loi laisse à des règlements grand-ducaux le soin de déterminer les détails de certaines indemnités, les principes de cette détermination doivent être fixés dans la loi formelle. Aussi, les dispositions à la base de la détermination des indemnités de certaines catégories d'agents publics, comme les stagiaires, les employés temporaires, les employés de l'Etat et autres agents au service de l'Etat, devraient-elles prévoir au moins que les règlements d'exécution doivent respecter les limitations prévues par la loi. La détermination des rémunérations et indemnités des agents de l'Etat doit être réservée à la loi formelle au vu de l'article 99 de la Constitution.

Les développements qui précèdent ne s'appliquent en principe pas aux fonctionnaires du secteur communal ou à d'autres agents assimilés aux fonctionnaires de l'Etat. La réglementation relative aux traitements des fonctionnaires communaux prévoit toutefois que l'Etat supporte „les trois quarts des majorations biennales des fonctionnaires du secrétariat et de la recette communale“, ce qui ne manque pas de soulever encore certaines appréhensions au regard de l'article 99 de la Constitution.

Aussi le Conseil d'Etat insiste-t-il pour que de telles mesures soient dorénavant insérées dans un texte de loi. Il invite dès lors le Gouvernement à présenter dans les meilleurs délais un projet de loi en ce sens visant entre autres la réglementation dont question aux alinéas ci-avant.

*

EXAMEN DES ARTICLES

Intitulé

Compte tenu des adaptations proposées à ordre subsidiaire par le Conseil d'Etat, l'intitulé du projet sous revue serait à compléter par un point h) libellé comme suit: „h) la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire,“ et un point i) qui aurait la teneur suivante: „i) la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif.“

Article 1er

Cet article traite des modifications apportées à la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat. Sous réserve de ses remarques d'ordre général au sujet du passage du système des biennales vers un système d'annales, le Conseil d'Etat n'a pas d'observations à formuler concernant les points A à D.

En ce qui concerne le point E, le Conseil d'Etat relève que le point 2) se rapportant aux agents repris dans la rubrique „Cultes“ emploie la notion de „fonctionnaires“. Se rapportant à son avis du 31 mars 1998 concernant le projet de loi portant approbation de la Convention du 31 octobre 1997 entre le Gouvernement, d'une part, et l'Archevêché, d'autre part, portant refixation des cadres du culte catholique et réglant certaines matières connexes, le Conseil d'Etat tient à rappeler que les ministres des cultes n'ont pas la qualité de fonctionnaires. Il tient dès lors à ce que le libellé de l'alinéa 4 de l'article 8, paragraphe III de la loi modifiée du 22 juin 1963 soit libellé comme suit:

„Les titulaires dont les fonctions sont reprises à l'annexe A de la présente loi sous la rubrique V.– „Cultes“ et qui sont classés aux grades C1 à C5 bénéficient d'un avancement de deux échelons supplémentaires après trois ans de bons et loyaux services depuis leur première nomination, sans préjudice du report de l'ancienneté acquise par le titulaire dans l'échelon auquel il était

classé avant l'avancement en traitement et de la majoration de l'indice accordée sur base de l'article 4 de la présente loi."

Le point F ne donne pas lieu à observation.

En ce qui concerne le point G, il y a lieu de modifier non seulement le 1er alinéa de l'article 9bis, mais également l'alinéa 3. En effet, cet article prévoit en son troisième alinéa qu'un règlement grand-ducal détermine les modalités d'application et d'exécution "... de l'alinéa qui précède". Or l'alinéa auquel se réfère cette disposition traite de l'exclusion du bénéfice de l'allocation de repas des membres du Gouvernement. A l'évidence, l'alinéa à viser est le premier alinéa et non pas "l'alinéa qui précède", de sorte que le Conseil d'Etat propose d'ajouter sous un nouveau point H le texte suivant, les points subséquents étant à décaler d'une lettre:

„**H.** A l'article 9bis, les termes „l'alinéa qui précède“ sont à remplacer par ceux de „l'alinéa 1er“."

Conformément aux observations formulées dans le cadre des considérations générales, l'article 23, paragraphe 1 de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat, qui fait l'objet du point H (I selon le Conseil d'Etat), serait à libeller comme suit:

„1. Les indemnités revenant aux stagiaires, employés temporaires et autres agents au service de l'Etat non visés par la présente loi sont fixées par règlement grand-ducal par référence aux règles et dans les limites prévues par celle-ci. Ce règlement peut avoir un effet rétroactif en tant qu'il a pour objet de prendre des dispositions correspondant à celles applicables aux fonctionnaires de l'Etat.“

Compte tenu du renvoi fait par l'article 4 de la loi modifiée du 27 janvier 1972 fixant le régime des employés de l'Etat à l'article 23 sous avis, la disposition proposée est d'application pour la fixation des rémunérations des employés de l'Etat.

Les points I et K (J et L selon le Conseil d'Etat) ne donnent pas lieu à observation.

En ce qui concerne le point L (M selon le Conseil d'Etat), qui institue l'article 29sexties, il y a lieu d'y substituer au premier alinéa le terme „est“ aux mots „peut être“.

Article II

L'article II fixe la valeur numérique des traitements. Le Conseil d'Etat constate que la différence existant entre la valeur numérique pour les fonctionnaires et la valeur numérique pour les agents qui ne sont pas encore admis au régime de pension des fonctionnaires de l'Etat est maintenue, même si les différences au niveau des prélèvements pour pensions, qui motivaient cette différence sous la loi ancienne, ont disparu entre-temps. A toutes fins utiles, il y a lieu de relever que la légistique admet l'emploi de chiffres pour écrire les montants importants.

D'un point de vue rédactionnel, il y a lieu d'écrire au point B „chargés de cours de religion“.

Article III

Cette disposition a pour objet d'adapter la loi budgétaire pour l'exercice en cours. Plusieurs libellés des crédits se réfèrent à une „loi entérinant l'accord salarial du 29 mai 2000“. Une telle „loi de ratification“ n'existe pas. Aussi y a-t-il lieu de se référer correctement au titre du projet sous revue ou, dans une formule abrégée, à la date de la loi.

Article IV

Les modifications du statut général des fonctionnaires de l'Etat envisagées par l'article sous examen sont motivées par la réduction du stage, l'introduction du service à temps partiel et par la prise en charge des frais d'avocat. Pour les raisons développées dans ses considérations générales, le Conseil d'Etat est d'avis qu'il y a lieu de supprimer les points A, C, D et E de l'article IV.

A titre subsidiaire, il y a lieu de remplacer sous le point D le signe „%“ par les mots „pour cent“.

Article V

Cette disposition, qui comporte une adaptation de la loi modifiée du 28 mars 1986 portant harmonisation des conditions et modalités d'avancement dans les différentes carrières des administrations et services de l'Etat, ne donne pas lieu à observation.

Article VI

Les modifications apportées à la loi modifiée du 26 mai 1954 réglant les pensions des fonctionnaires de l'Etat sont motivées par l'introduction du maintien du fonctionnaire respectivement jusqu'à l'âge de 68 et de 63 ans et, par ailleurs, par l'introduction d'un service à temps partiel. Compte tenu de ses considérations d'ordre général, le Conseil d'Etat propose la suppression de ces dispositions.

En ordre subsidiaire, des redressements d'ordre rédactionnel s'indiquent:

Sous le point A, il y a lieu d'écrire le nombre „3“ en toutes lettres, alors qu'il s'agit en l'occurrence d'un délai.

Au point B, un bout de phrase a été perdu au saut de page dans la version du texte communiquée au Conseil d'Etat. Par ailleurs il y a lieu de remplacer les termes „Dans l'hypothèse où“ par le terme „Lorsque“. Dès lors le libellé du nouveau paragraphe IV se lirait comme suit:

„IV. Lorsque les conditions prévues pour l'ouverture d'un droit à la pension de vieillesse sont remplies au moment des limites d'âge ci-avant définies, le maintien en service en qualité de fonctionnaire au-delà des âges prévus ouvre droit à une mise en compte, pour le calcul de la pension, des années de service supplémentaires.“

Sous les points E et F il y a lieu d'écrire les différents âges prévus en toutes lettres.

Article VII

Les modifications prévues à l'endroit de la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'Etat et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des Chemins de Fer luxembourgeois ne donnent pas lieu à observation sauf que, sous le point B, le début de l'alinéa 2 nouveau devrait se lire: „En cas de ...“ au lieu de „Dans l'hypothèse du ...“.

Articles VIII et IX (nouveaux selon le Conseil d'Etat)

Si la Chambre maintient les dispositions de l'article VI, tel que prévu au projet, celui-ci serait à compléter par les articles VIII et IX nouveaux libellés comme suit:

„**Art. VIII.** L'article 174 de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire est modifié comme suit:

„**Art. 174.** Les membres de la Cour et des tribunaux sont mis à la retraite lorsqu'ils ont accompli l'âge de soixante-huit ans ou qu'une affection grave et permanente ne leur permet plus de remplir convenablement leurs fonctions ou qu'ils ont fait preuve d'incapacité professionnelle constatée dans les formes prescrites par la procédure disciplinaire.“

Art. IX. L'article 50 de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif est modifié comme suit:

„**Art. 50.** Les membres de la Cour administrative sont mis à la retraite lorsqu'ils ont accompli l'âge de soixante-huit ans ou si une affection grave ou permanente ne leur permet plus de remplir convenablement leurs fonctions ou qu'ils ont fait preuve d'incapacité professionnelle constatée dans les formes prescrites par la procédure disciplinaire.“

Article VIII (X selon le Conseil d'Etat)

Suivant le paragraphe 1er, un règlement grand-ducal prévoit le passage du régime de stage de trois ans vers un régime de stage de deux ans, tout en assurant que les fonctionnaires admis au stage avant le 1er septembre 2000 ne puissent être dépassés par ceux dont l'admission au stage a lieu après cette date. Le Conseil d'Etat est d'avis qu'une solution équitable ne peut être trouvée que si on englobe dans le régime transitoire non seulement les stagiaires recrutés avant l'entrée en vigueur de la présente loi, mais encore ceux qui seront recrutés dans l'année subséquente, de sorte à ce que l'on puisse opérer la réduction de la durée du stage de façon progressive. A cette fin le Conseil d'Etat propose de libeller le paragraphe 1 comme suit:

„1. Par dérogation aux dispositions de l'article 2, paragraphe 2, alinéa 2 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'Etat, les conditions et les modalités de stage des fonctionnaires stagiaires dont l'admission au stage se situe avant le 1er septembre 2001 sont déterminées par règlement grand-ducal. En aucun cas, les fonctionnaires stagiaires admis au

stage avant le 1er septembre 2000 ne pourront être dépassés au tableau de classement par ceux dont l'admission se situe après cette date.“

Article IX (XI selon le Conseil d'Etat)

Les dispositions de l'article sous examen, qui concernent l'entrée en vigueur, ne donnent pas lieu à observation.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 7 juillet 2000.

Le Secrétaire général,
Marc BESCH

Le Président,
Raymond KIRSCH